



Maryvonne Rocheteau  
maryvonne.rocheteau@gmail.com

### CASSE DES SERVICES PUBLICS

Pour respecter la parole d'Emmanuel Macron donnée à l'Union Européenne, le gouvernement se transforme en entreprise de démantèlement de l'État. Il met en place le plus grand plan social du pays pour les prochaines années au profit de la privatisation. Partout et de tout temps, les dénationalisations ont abouti à des désastres. Les secteurs de la santé et de la SNCF sont des exemples concrets de services publics déjà bien engagés dans cette direction.

## GROUPE Gauche citoyenne et Citoyens

Contact : [groupegauchecitoyenne@mairie-arcueil.fr](mailto:groupegauchecitoyenne@mairie-arcueil.fr)



### RETRAITÉS:

la hausse de la CSG  
apportera 4,5 milliards d'euros  
au budget de l'État.

### ASSUJETTIS À L'ISF

(impôt sur la fortune):  
la suppression de l'ISF coûtera  
environ 4,2 milliards d'euros  
au budget de l'État.

## CHERCHEZ L'ERREUR !

On pourrait accepter une hausse de la CSG pour financer les hôpitaux, les écoles, les conditions de vie dans les Ephaad ou la mise à l'abri des personnes à la rue.

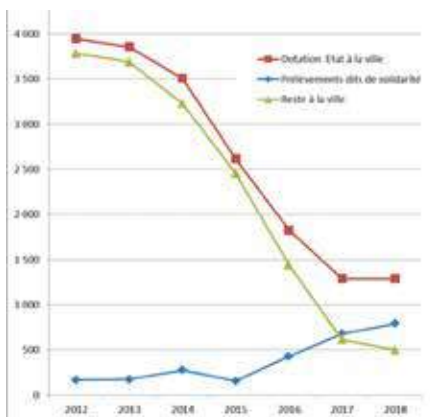
Pour baisser l'imposition des plus riches de nos concitoyens, cette hausse devient immorale.

## groupe Arcueil Écologie



## BUDGET 2018

## UTILE MAIS DE PLUS EN PLUS CONTRAINT



Évolution des dotations et des prélèvements de l'État sur le budget de la ville d'Arcueil.

C'est près de 3,3 millions d'euros qui nous ont été retirés en l'espace de six ans sans que nous modifions les taux d'imposition municipaux.

Aujourd'hui notre budget est très contraint mais nous le bouclons avec responsabilité pour préserver les services rendus aux Arcueillais.

Le budget, c'est par exemple :

- 15 millions consacrés à l'éducation et au sport,
- 130 000 exemplaires d'ANC distribués chaque année et 720 000 visites sur le site de la ville,
- 23 hectares d'espaces verts,
- 1552 tonnes d'encombrants et dépôts sauvages ramassés,
- Développement de la ville comestible et des projets citoyens: Ressourcerie, maison des solidarités, jardins partagés, les 7 projets votés par le budget participatif (parcours santé,

signalétique piétons, fresques murales, terrain de pétanque, nouveaux jardins partagés, installation de jeux d'enfants...)

- 34 330 actes médicaux au Centre Municipal de Santé
- 1979 bénéficiaires d'aides financières et 253 allocations adultes handicapés
- 18296 repas livrés à domicile pour des retraités isolés.
- 52 spectacles vivants, 11 expositions, 27 conférences de l'UPA, et 29804 entrées à Jean Vilar.

Sans oublier l'essentiel, à savoir les activités quotidiennes.

Merci aux services municipaux pour leur action.

**PAS MERCI** aux gouvernements successifs pour leurs ponctions sur nos budgets.

Daniel Beuiller, conseiller municipal, vice-président de la Métropole du Grand Paris

# Tout déraile !

Il suffit de prendre le train, notamment le RER B, pour comprendre les dysfonctionnements qui émaillent le quotidien des salarié.e.s et des habitant.e.s de notre ville. Il suffit aussi d'écouter les annonces sonores pour entendre les pannes dues aux vétustés du matériel et aux travaux qui n'ont pas été mis en œuvre. Et voilà donc que la seule réponse serait d'avancer à marche forcée vers une privatisation larvée, alors même que toutes les expériences faites en la matière dans les pays voisins se soldent par des échecs cuisants.

Qu'il est également facile de remettre en cause le statut des cheminots. Ce statut qui pèserait sur la qualité du service public et engendrerait des coûts supplémentaires qui mettraient en péril la SNCF face à l'arrivée prochaine de la concurrence. Ce statut est dénoncé comme un ensemble de privilèges exorbitants que la SNCF n'aurait plus les moyens de payer. Les cheminots, des privilégiés ? Ils ont droit à des billets gratuits ! C'est vrai, une carte de circulation, qui permet de voyager en illimité sur le TER. Et pour les trains avec réservation, le droit à huit voyages par an (mais la réservation est payante). Chaque métier a ses avantages ! Chez Panzani, les salariés ont droit à des paquets

de pâtes, sont-ils pour autant des privilégiés ? Il est facile de remettre en cause ce statut des cheminots, ceux-là mêmes qui rendent encore possible ce service public en répondant présents, de jour comme de nuit et quelles que soient les conditions climatiques, à chaque fois qu'il y a une crise.

D'autres solutions existent que celle préconisées par le rapport de Monsieur Spinetta : développement du fret ferré, association des usagers et salariés à la gestion de la SNCF, création d'une écotaxe poids lourd, taxation des parkings des hypermarchés, création d'un versement transport additionnel au profit des régions, création d'un livret d'épargne transport pour que l'épargne populaire soit orientée vers le financement des infrastructures de transport...

C'est pour cela que notre groupe s'engage auprès des cheminots et des citoyen.ne.s pour la défense du service public ferroviaire, et pour des solutions d'avenir afin de garantir le droit à la mobilité de qualité pour toutes et tous.



**Kévin Védie,**  
conseiller  
municipal  
délégué à l'égalité  
femmes-hommes

## GROUPE BELLE ALLIANCE CITOYENNE, SOCIALISTE ET ÉCOLOGISTE

### Ensemble, défendons le service public !

**N**ous soutenons la mobilisation pour la défense des statuts et des missions des personnels hospitaliers, des Ephad, de la Justice, des cheminots, de l'éducation nationale, des fonctionnaires territoriaux... Aux côtés des usagers, et derrière les organisations syndicales, nous dénonçons la volonté du gouvernement Macron-Philippe d'affaiblir nos services publics.

Le gouvernement est passé à l'acte et ses choix sont clairs : d'un côté des largesses fiscales pour ceux qui ont déjà le plus avec la suppression de l'ISF ou le taux unique sur les revenus du capital ; de l'autre, l'augmentation de la CSG, le gel du point d'indice des fonctionnaires, la suppression de 260 000 emplois aidés et l'annonce de 120 000 postes de fonctionnaires en moins.

Le président corporate de la France n'engage aucune mesure de soutien au pouvoir d'achat des français. Les plus modestes, la classe moyenne et les retraités, précarisés, restent à quai.

Sur la forme, le recours envisagé aux ordonnances s'apparente à du passage en force. Aucune concertation sur les calendriers des réformes, aucune consultation des élus, le président et l'exécutif décident seuls et coupent toute perspective de débat sur la société qui se transforme inexorablement et l'évolution des politiques publiques pour l'accompagner.

Nous sommes toutes et tous confrontés à cette réalité. Et en tant qu'élu.e.s locaux, nous sommes confronté.e.s aux conséquences de ces décisions iniques. Quand l'État ne respecte plus ses obligations et ne tient plus ses promesses, ce sont aux collectivités de proximités de palier. Nous sommes à présent plus que jamais le bouclier qui protège les plus fragilisés et démunis. Mais nous devons faire toujours plus avec moins. Nous remercions les agents communaux qui ont ce sens du service public et de l'intérêt général chevillés au corps.

**Constance Blanchard, Juliette Mant,  
Sophie Pascal-Lericq, Ludovic Sot**

**LA RESPONSABILITÉ DES TEXTES  
DES GROUPES POLITIQUES MUNICIPAUX  
INCOMBE À LEURS AUTEURS.**

# GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL



## Unis, les Français sont invincibles

A l'occasion du XVI<sup>ème</sup> Congrès du Front National tenu à Lille les 10 et 11 mars 2018, notre mouvement a confirmé sa **dynamique** et défini ses objectifs pour les échéances à venir.

**Marine Le Pen**, dont la stratégie d'implantation de plus de 1 500 conseillers municipaux aux élections municipales de 2014 a permis de relayer des résultats électoraux inédits et historiques aux élections présidentielles de 2017, a été saluée pour son **travail**, son **courage** et son **abnégation**. Les adhérents, amenés à s'exprimer sur cette performance, ont renouvelé leur **confiance** et sereinement reconduit son actuelle présidente dans ses fonctions.

**Stephen Bannon**, ancien conseiller du Président des Etats Unis d'Amérique Donald Trump, a honoré de sa présence nos compatriotes venus l'y écouter, narrant d'une part son expérience de directeur exécutif de la campagne présidentielle, et d'autre part les **enjeux de civilisation** auxquels le monde occidental aura vraisemblablement à s'employer au cours des prochaines décennies.

Enfin, ce congrès restera dans les mémoires comme le point de départ d'une nouvelle ère dans l'histoire du courant national. Le Front National, devenu au fil des années le pivot de la politique française, doit maintenant réussir la synthèse des volontés de redressement de notre nation. Il se nommera désormais le **Rassemblement National**.



Denis TRUFFAUT



Nina SMARANDI



Eric MARTIN

## Les DEMOCRATES d'ARCUEIL

Dominique Jacquin  
Sarah Ganne-Levy



### RETRAITES : UN SYSTEME INGERABLE

Conçu dans une période de plein emploi avec une natalité en plein boom, le système qui consiste à faire payer aux salariés la retraite des générations anciennes n'est plus gérable. Le déséquilibre a amené les gouvernements successifs depuis trente ans à diminuer les pensions sans parvenir à l'impossible équilibre.

#### AVEC LE SYSTEME ACTUEL LES JEUNES GENERATIONS PEUVENT SE DEMANDER S'IL EST UTILE DE COTISER !

Les enfants de la crise et de la croissance molle ne sont plus des baby-boomers, ils n'ont plus les mêmes chances que leurs parents d'entrer dans la vie professionnelle par la grande porte et surtout de faire carrière. Notre système de cotisation et de calcul de la retraite est donc obsolète et n'a plus rien à voir avec la réalité économique, sociale et démographique du moment ! Syndicats, gouvernements et surtout salariés doivent prendre en compte cette donnée ! Tout en résorbant les trente régimes spéciaux qui sont alimentés par l'argent public, **Il existe une solution égalitaire et équitable qui mettra sur le même plan public et privé.**

### LA SOLUTION : ALLER VERS LA RETRAITE PAR POINTS

Un Euro cotisé donne les mêmes droits pour tous. Il s'agit d'un régime public fondé sur le principe de répartition auquel nous sommes attachés et sur des droits individuels acquis par le salarié. Une fois la réforme mise en place après une période de transition nécessaire chaque salarié pourra partir à la retraite, plus tôt ou plus tard, en fonction d'un choix de vie personnel et d'un rachat éventuel de points.

**Ce régime doit s'accompagner de corrections pour une meilleure prise en compte de la pénibilité, des rythmes de travail ou de formation, des périodes de chômage dans le secteur privé, d'engagement associatif...**

Le MoDem propose de rééquilibrer les petites retraites (notamment les agriculteurs, commerçants, conjoints) à travers un plan de rattrapage inscrit dans la nouvelle loi-cadre.

SITE [democrates-arcueil.weebly.com](http://democrates-arcueil.weebly.com)

EMAIL [democrates.arcueil@yahoo.fr](mailto:democrates.arcueil@yahoo.fr)



**Karim Baouz**

### STATIONNEMENT À ARCUEIL : UN DÉBAT UTILE ET NÉCESSAIRE

Faut-il que le stationnement devienne payant ? Pourquoi ne trouve-t-on jamais de place pour se garer ? Est-il normal et juste que notre ville soit « le parking du Val-de-Marne » ?

**Educ-Media vous donne la parole dans le cadre d'un film qui sera diffusé sur la chaîne Youtube « Arcueil TV ».**